



Organisent
une rencontre d'échange
sur le thème :

*Le partenariat
Associations
Collectivités locales*

dossier

Maia Iaa laaynin – Maison des jeunes de Tiznit
Les 20 et 21 Janvier 2012

Les bases d'un nouveau projet
pour le réseau et ses partenaires



SOMMAIRE DU N° 34

Edito	▶ 2
Actualité du réseau	▶ 3
Agenda	▶ 4
Dossier	▶ 5
Rencontre de Tiznit : les bases d'un nouveau projet pour le réseau et ses partenaires	
Réflexions	▶ 9
Assemblée générale 2012 : le réseau en mouvement	
Perspectives	▶ 12
• Le prochain Forum social maghrébin	
• Léna au Maroc	

Rédaction :

Raphaël Mège, Latif Mortajine, Léna Rouillé, Laure Simoutre, Abdallah Zniber et les membres du réseau

Coordination et maquettage :

Raphaël Mège

Tous les numéros d'*IDD infos* sont consultables sur notre site : www.idd-reseau.org

Vous pouvez agir et soutenir l'action du Réseau IDD

130 rue des Poissonniers

75018 Paris

Tél/fax : 01 55 79 09 34

contact@idd-reseau.org

La révolution dans l'évolution !

Il est incontestable que l'Ecole et les nouvelles technologies de l'information et la communication ont accéléré les revendications du partage des richesses, des pouvoirs et des espaces. L'Ecole est, et restera, le lieu par excellence de formation des citoyens et la seule capable de les doter d'un esprit critique, créateur et entreprenant. Elle demeure pour beaucoup de gens, sur notre planète, le seul moyen de promotion sociale et d'émancipation culturelle. Ceux qui ont la chance d'y accéder, et surtout ceux qui ont l'opportunité d'aller jusqu'au bout de leur parcours scolaire, parviennent à prendre conscience des enjeux majeurs qui déterminent leur vie et celle des autres.

L'appétit vorace des grandes multinationales, spécialisées dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, profitant d'une mondialisation débridée, a permis aux contrées les plus reculées d'accéder à la téléphonie de dernière génération, aux connexions internet les plus sophistiquées et chaînes de télévisions satellitaires du monde entier. Ainsi, des populations, voire des peuples, ont pu découvrir les réalités du Monde, devenu, de ce fait, un « petit village ». Les peuples du Sud se sont rendu compte que leurs dirigeants sont incompetents, corrompus et extrêmement vulnérables, et les peuples du Nord viennent de réaliser que l'opulence dans laquelle ils étaient confinés n'était finalement « qu'un nuage de fumée ».

Une nouvelle ère socio-politique est désormais bien entamée. Cette nouvelle époque exige des hommes politiques de changer de méthodes de travail, de changer de discours et de comportement. Il est impératif d'opérer des évolutions faute de révolutions !

Durant les décennies de faiblesse médiatique et de pauvreté des moyens de communication, en tant que mouvement démocratique issu des migrations, nous avons joué un rôle important de transmission des valeurs de démocratie et de liberté. Nous avons mené de front le combat contre les injustices et l'arbitraire et pour l'émancipation des peuples. Armés de nos plumes et de nos convictions, nous n'avons épargné aucun effort pour crier haut et fort que d'autres politiques sont possibles : au Nord, pour réformer la démocratie et permettre l'égalité des droits entre tous les résidents et, au Sud, pour l'accès aux droits fondamentaux pour tous ; au préalable, en instaurant de vrais Etats de droit dotés d'institutions démocratiquement investies. Fidèles à nous-mêmes et dans un esprit de synchronisation de l'image et du son, notre discours reflète exactement nos actions. Sans nihilisme ni soumission, nous avons toujours exprimé clairement notre conception du partenariat avec les institutions au Nord comme au Sud. Ce partenariat ne peut être fondé que sur l'indépendance, la liberté d'action et la confiance.

Loin de nous les idolâtries, nous continuerons à représenter cette utopie qui s'appuie sur le socle de la démocratie. C'est justement dans cet esprit que, lors de nos rencontres et séminaires, nous bousculons les protocoles et nous « chamboulons » les ordres établis : nous commençons toujours par remercier les militants et bénévoles sans lesquels aucune action ne peut être entreprise et nous nous félicitons des engagements des institutions celles qui comprennent que la concertation et le respect de la société civile doivent être au cœur d'une nouvelle gouvernance au service des intérêts des populations.

Latif Mortajine



Inauguration de deux constructions parasismiques

IDD, l'association féminine Touya et l'association Architecture & développement (A&D) se sont associées pour la réalisation d'un centre féminin parasismique à Toufist (Al Hoceima). Entretien avec Ludovic Jonard, président d'A&D.

Comment s'est faite la rencontre entre A&D et IDD ?

Nos deux associations se connaissent par les réseaux comme les forums sociaux mondiaux. Ensemble nous avons déjà travaillé sur les bibliothèques rurales. Après le séisme d'Al Hoceima, la Région PACA et l'ADEME ont lancé un appel d'offre pour des constructions parasismiques. Nous avons alors repris contact avec IDD.

A quels enjeux devaient répondre ces deux réalisations ?

A l'origine, l'attente de la Région PACA concernait plus la dimension écologique. Nous voulions ajouter un volet social à ce volet strictement de recherche, et travailler avec un partenaire sur un projet destiné à un véritable usage local. A Figui, il s'agissait d'un micro-équipement pré-scolaire complet. A Al Hoceima, le projet de l'association Touya était centré sur l'éducation et les femmes : cela permettait de consolider un programme de développement dans cette région pauvre du Rif. On a beaucoup transformé ce projet pour qu'il serve le développement local.

Comment avez-vous travaillé avec les populations locales ?

On a eu beaucoup d'échanges avec elles, de manière à proposer quelque chose qui corresponde totalement aux besoins de la population. Il ne s'agissait pas de vrais chantiers participatifs, mais comme les deux chantiers d'Al Hoceima et de Figui avançaient en parallèle, nous avons favorisé les échanges techniques entre les maçons. Et en fin de compte, les gens retrouvent la patte marocaine : dans la structure, c'est expérimental, mais visuellement c'est traditionnel.

Il y a eu un important échange de savoir-faire : cela peut-il servir d'autres projets locaux, au Maroc ?

Ce projet a vraiment été innovant. La durée des chantiers a été assez longue car ils ont impliqué fortement les gens sur place. Mais il s'agit de prototypes de constructions parasismiques, réalisés à partir d'une modélisation informatique, et donc pas immédiatement reproductibles. Au moins pourrait-on envisager des partenariats public/associations locales pour construire d'autres bâtiments à usage collectif, avec peu de coûts et de technique. Ce pourrait être aussi un moyen d'améliorer ou de consolider des maisons existantes. On se rapproche de l'auto-construction. Ce projet représente en tout cas une contribution technique importante, qui permet justement de s'affranchir des contraintes techniques classiques. C'est aussi une alternative plus durable et écologique. Surtout, c'est une construction intelligente, réfléchie, au service d'un projet de développement, au service d'un projet social bien plus important que le bâtiment lui-même.

Khamsa : une exposition, un chantier

L'association Khamsa travaille en ce moment même à la réalisation d'une exposition. A travers une vingtaine de portraits, l'exposition « Regards de migrants » relate et met en lumière des parcours migratoires vécus par des Lorrains habitant à Vandœuvre, Nancy ou dans la région Lorraine. Ces portraits montrent les engagements des citoyens dans la vie de la cité et valorisent leurs apports dans le rapprochement des communautés et le brassage des cultures. Son objectif est de valoriser le parcours des migrants afin de lutter contre les discriminations. Une première exposition aura lieu dans le cadre de la manifestation « Egalité, Fraternité, Agissez ! » organisée par le conseil général de Meurthe et Moselle. Un rendez-vous le 15 mai au Hublot à Nancy, lors d'un café citoyen. L'exposition sera également mise à disposition des associations participant à ce projet et les écoles du territoire afin de contribuer à une transmission aux jeunes générations. L'association Khamsa mènera son projet 2012 « Ecole pour tous » au Maroc du 7 au 21 avril. Cette année diffère des précédentes. En effet, le projet se divise ainsi : un projet de peinture chaque matinée à l'école primaire Al Inbiate située dans la commune de Moulay Abdel Kader, à dix kilomètres de Had Kourt, et un projet pédagogique chaque après-midi destiné à l'apprentissage de la langue française à des jeunes filles de l'internat de Had Kourt. Les jeunes bénévoles animeront des ateliers divers et variés dans ce but (théâtre, construction, soutien scolaire, lecture, sport, etc). L'équipe de bénévoles est constituée de quinze jeunes et deux encadrantes lorrains et de 18 Marocains et Marocaines issus de trois associations implantées au Maroc. Tous seront hébergés à l'internat et partageront les repas du midi avec les jeunes filles et les repas du soir avec la population locale. Chaque jeune est motivé pour ce projet, et impatient d'y être pour vivre une expérience humaine unique.

Site : <http://association-khamsa.blogspot.fr>

L'Étincelle, le journal de l'association Réponse

L'association Réponse publie un journal trimestriel, *L'Étincelle*, qui rend compte des actions de l'association, dans le domaine de la citoyenneté féminine en particulier. Le journal s'intéresse aussi à la vie quotidienne et culturelle de son environnement, à Vandœuvre.

Adresse : 2 place d'Angoulême - 54500 Vandœuvre
Tél. : 03 83 56 92 79 - **Site :** www.associationreponse.com

Une page Facebook pour IDD

Le Réseau IDD dispose désormais d'une page Facebook pour relayer son actualité. Rejoignez-la pour suivre le fil !
facebook.com/profile.php?id=100002944568328

Rencontre ICMD à Tunis

L'Initiative conjointe PNUD-UE pour la migration et le développement (ICMD), qui avait apporté son soutien financier au projet fédérateur, a organisé les 27 et 28 mars derniers à Tunis une rencontre régionale sur la « promotion des partenariats entre le gouvernement et la société civile en matière de migration et de développement ». En réunissant les organisations de la société civile et les décideurs politiques des deux rives de la Méditerranée, ainsi que les représentants du gouvernement de l'Afrique du Nord, les autorités locales, les organisations internationales et les fonctionnaires de l'UE, cet événement visait à explorer le

rôle possible des communautés de la diaspora des pays d'Afrique du Nord, en particulier celles résidant dans les pays de l'UE, dans la promotion du développement de leurs communautés d'origine. Il entendait également analyser les modalités permettant de mobiliser les capacités des organisations de la société civile, des communautés locales et des particuliers, pour maximiser l'impact positif des migrations sur le développement tout en s'attaquant à ses possibles impacts négatifs. IDD a participé à cette rencontre et y reviendra dans le prochain bulletin.

Site : www.migration4development.org/fr

La solidarité internationale dans la campagne

Décidés à redonner une énergie indispensable à la vie publique et au débat politique et à faire reconnaître l'action et les valeurs de la société civile, dans le respect de la diversité, des identités de chacun et des engagements de tous, le CRID et plus de 30 organisations, réseaux et plateformes veulent s'emparer des enjeux démocratiques dans le cadre des élections de 2012. Ensemble, ces acteurs appellent donc toutes les organisations, mouvements, collectifs, réseaux de citoyens qui se reconnaissent dans cette démarche à les rejoindre pour la concrétiser.

Site : www.libéronsleselections.org

Du 20 au 22 juin : Cap sur Rio !

Il y a 20 ans, le Sommet de la terre organisé par les Nations unies à Rio avait marqué l'époque : s'il était le troisième du nom, ce sommet tirait la sonnette d'alarme et plaçait pour la première fois l'enjeu environnemental comme l'un de défis majeurs à relever par l'humanité. La décennie qui a suivi a vu émerger de nombreuses initiatives se réclamant du développement durable. Pourtant, celles-ci sont restées largement en-deçà des changements nécessaires, et Rio +10, qui se tenait en 2002 à Johannesburg, achevait de décevoir par la tiédeur de ses engagements. Les dix années qui se sont écoulées depuis laissent elles aussi un goût amer : localement, les acteurs se mobilisent et les initiatives marquées du sceau du développement durable fleurissent, mais les Etats ont fait montre d'une frilosité criminelle. Aujourd'hui, l'enjeu du développement durable est plus important qu'il ne l'a jamais été : la survie de l'homme et la pérennité de ses conditions d'existence sont en péril. Le Sommet de la terre qui se tiendra à nouveau à Rio en juin prochain devra faire la preuve que les dirigeants du monde prennent leur responsabilité et ne plient pas devant la logique court-termiste des acteurs de la finance et de l'économie. En France, un collectif réunissant ONG de solidarité internationale et d'environnement et syndicats s'est monté en 2010 pour préparer ce grand rendez-vous du côté de la société civile.

Site : <http://collectif-france.rio20.net>

Forum mondial de l'eau : des alternatives !

Le Forum mondial de l'eau s'est tenu à Marseille du 12 au 17 mars derniers. En marge de la grand-messe officielle, largement pilotée par les multinationales du secteur, et à leur bénéfice, la société civile s'est elle aussi manifestée sur la question de plus en plus cruciale de l'accès à l'eau. Très active, quoique médiatiquement très oubliée, la mobilisation citoyenne a réaffirmé un grand principe inaliénable : l'eau n'est pas une marchandise ! Sous la bannière "Eau, planète et peuples", France libertés, le CRID et de nombreuses ONG ont publié une déclaration finale et formulé diverses propositions pour une gestion de l'eau juste, éthique et équitable, au profit des peuples et non des intérêts privés de quelques grands groupes.

La déclaration finale en ligne : www.france-libertes.org/Declaration-finale-d-Eau-Planete.html

Université d'été du CRID

Le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), collectif d'ONG dont IDD est membre, organisera sa prochaine Université d'été de la solidarité internationale à Lyon du 4 au 7 juillet prochains, en partenariat et avec le soutien des acteurs associatifs et publics de la région Rhône-Alpes. Cette nouvelle édition aura pour thème transversal : Citoyen-ne-s et solidaires, réinventons le monde ! Venez nombreux !

Site : www.universite-si.org

dossier

Rencontre de Tiznit : Le partenariat entre associations et collectivités locales



Quand le projet fédérateur IDD-IFAD-Touya a pris fin au printemps 2011, il a très vite été question de son prolongement : il était en effet inenvisageable pour chacun des partenaires d'en rester là après tant de dynamiques lancées et de résultats prometteurs. L'idée d'une suite à ce projet s'est donc rapidement imposée, mais celle-ci ne pouvait pas se concevoir du jour au lendemain. C'est ainsi qu'est né une sorte de projet-pont entre les deux projets fédérateurs – destiné à capitaliser sur l'expérience du premier et à préparer le second, à travers toute une série d'activités. Une rencontre internationale organisée à Tiznit en janvier dernier a refermé cette parenthèse.

Le partenariat entre les communes et les associations constitue plus que jamais un enjeu majeur en termes de développement durable, dans un contexte marqué par une crise systémique sans précédent. Dans cet esprit, la rencontre organisée à Tiznit, avec la collaboration du Conseil municipal de la ville, a tenté de mettre en valeur les bonnes pratiques en matière de partenariat associations / collectivités locales au Maroc, en France et au Mali. Il s'agissait de débattre des défis et des contraintes, et de réfléchir de façon collective, entre élus et associations, pour asseoir les conditions optimales d'un partenariat équilibré, juste et qui assure à chacun la possibilité de contribuer au développement durable dans ses zones d'intervention.

85 personnes au total ont participé à cette rencontre, dont 45 membres d'associations locales marocaines, 9 membres d'associations issues de l'immigration en France, 13 responsables et élus communaux du Maroc, 7 membres de réseaux d'associations marocaines de développement.

Les organisateurs ont privilégié une approche comparative avec les expériences menées en France et au Mali, afin d'apprécier les différents modes de gouvernance du partenariat associations-collectivités locales au Nord et au Sud.

La rencontre a été conçue en deux temps : une partie en plénière durant laquelle des intervenants ont présenté la notion

de partenariat, ses enjeux et ses défis, et une deuxième partie consacrée à des échanges en groupes, destinée à dégager des recommandations d'amélioration en termes de gouvernance pour le partenariat associations / collectivités locales.

Trois axes principaux ont structuré la rencontre :

- le concept de partenariat, à travers une approche comparative entre la France, le Mali et le Maroc ;
- les défis et enjeux du partenariat associations / collectivités locales dans le cadre de l'approche PCD au Maroc ;
- les points forts et les points faibles des expériences de tels partenariats, et les améliorations souhaitables.

La rencontre a été organisée avec le soutien de :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Ambassade de Suisse au Maroc



LE PARTENARIAT : PROBLEMATIQUE AU MAROC, EN FRANCE ET AU MALI

Au Maroc, les collectivités locales jouent un rôle de plus en plus important dans le développement territorial. Plusieurs dispositifs ont permis cette évolution, notamment le projet de régionalisation avancée qui, tout en proposant de réduire à 12 le nombre de régions, leur laisserait plus d'autonomie et mettrait à leur disposition des compétences et des moyens humains et matériels pour le développement économique et social du territoire régional.

En France, la loi sur la décentralisation de 1982 a été décisive pour le partage des pouvoirs entre les échelons national, régional et local. Une réforme lancée en 2002-2003 a ensuite institué les Conseils de quartiers (obligatoires pour les villes de plus de 80 000 habitants). La loi a simplement favorisé une dynamique déjà existante. L'évolution des associations de quartiers a donné naissance à des collectifs de quartiers gérés par la population, qui ont pour

missions l'animation d'espaces d'expression et la proposition d'actions concrètes.

Au Mali, après la loi sur la décentralisation, l'Etat a transféré la gestion de plusieurs secteurs sociaux (santé, éducation, etc.) aux communes. Chacune d'elle a été appelée à élaborer son plan de développement économique et social sur cinq ans. Les migrants originaires de la commune ont été consultés pour formuler des avis et des contributions par le biais d'un outil technique créé en juin 2003 : le cadre de concertation. La dynamique créée au Mali a ainsi toujours offert aux émigrés une place de choix dans tous les espaces de concertations. Ils sont des acteurs clés du développement de leur commune d'origine.

En fin de compte, les principes de démocratie participative ne peuvent être effectifs que si tous les acteurs jouent pleinement leurs rôles.

ENJEUX ET DEFIS

La mise en œuvre des plans communaux de développement (PCD) comporte un certain nombre de défis au plan du partenariat. Premièrement, le PCD peut être une stratégie de développement au niveau local, ainsi qu'un outil de concrétisation d'une démocratie locale participative, via l'implication de tous à tous les niveaux de planification et de mise en œuvre. Deuxièmement, le rôle des associations dans l'élaboration des PCD doit évoluer : il se limite encore à un apport d'expertise et de savoirs basé sur leur expérience, sans participation réelle aux prises de décisions, et doit donc évoluer vers une contribution à l'élaboration des politiques publiques et à la gestion des affaires publiques. Les expériences croisées des acteurs maliens et des acteurs marocains ont permis aux uns et aux autres de comprendre les contraintes de l'Autre.

Après la présentation de quelques exemples (*au Maroc, le centre Madinati dans la commune d'Ait Melloul, le Conseil municipal de Tiznit, la commune d'Oulmes, les associations Hammam Fougani et APDOF à Figuig ; en France, l'association Khamsa à Nancy*), les participants ont pris la parole pour insister sur l'importance de renforcer les capacités des acteurs et de les accompagner pour renforcer l'impact sur les institutions. La notion de démocratie a également été débattue,

certaines personnes s'interrogeant sur la possibilité de réconcilier démocratie participative et démocratie représentative.

Une grande majorité des participants s'est accordée sur le fait que l'amélioration de la communication entre les collectivités locales et les associations nécessite un entretien et des efforts des deux côtés. L'implication des compétences et des ressources locales est une demande exprimée par les acteurs de la société civile. Les élus marocains ont pour leur part souligné les contraintes qu'ils rencontrent, en termes de moyens, notamment financiers, pour la réalisation des PCD et la concrétisation des projets planifiés. Enfin, Salifou Konaré, président de la commune de Ségala (Mali) est revenu sur le fonctionnement du comité de concertation, notamment sur la façon dont sont discutés les projets proposés par la population comme par les migrants, et les partenaires à mobiliser sur les deux espaces.

Le débat a fait ressortir que le PCD peut constituer une opportunité et un moyen pour la construction de partenariats, et permettre la mobilisation de ressources pour y parvenir. Le problème réside moins dans les moyens disponibles que dans les capacités de les mobiliser, de la part des associations et des communes à faibles ressources.

FORCES ET FAIBLESSES DANS LA GESTION DES PARTENARIATS COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS

Au cours des interventions, des débats et des échanges en groupes, ont été relevés un certain nombre de points forts, mais aussi des faiblesses qui appellent une nette amélioration aux niveaux institutionnel, juridique et politique dans la gestion des partenariats entre communes et associations. Les points forts sont principalement de quatre ordres. Il a d'abord été souligné la prise de conscience grandissante,

par les deux parties, de l'importance du travail en partenariat ne cesse d'augmenter ; la mise en place du cadre légal, institutionnel et juridique que représente le PCD, qui encourage des initiatives locales en partenariat, en est une illustration. De même, le partenariat associations / collectivités locales peut être une force d'impulsion pour d'autres partenariats, avec un impact positif sur le bien être

de la population. La mise en œuvre d'initiatives de développement locales, tout comme la création d'espace de concertation et d'échanges d'expériences, ont ensuite renforcé la confiance mutuelle entre les deux parties. Enfin, la reconnaissance par les collectivités locales du rôle joué par les associations, dans l'implication des populations locales en particulier, favorise une approche participative – qui reste à développer et étendre.

Les points faibles identifiés par les participants concernent différents aspects : stratégique, institutionnel, politique et ressources humaines. Certains d'entre eux sont imputables aux deux catégories d'acteurs. Ont ainsi été soulevés le clientélisme dans la mise en œuvre de certains partenariats, aux dépens du développement ; la faiblesse et le manque de vision claire et stratégique sur le partenariat ; le fait que la majorité des partenariats ne s'inscrivent pas dans une stratégie claire de développement à long terme ; le manque de communication entre les associations et les communes ; l'absence de structures au niveau local pour promouvoir le partenariat et la communication inter-acteurs ; le manque de suivi et d'évaluation des partenariats.

Parallèlement, certaines faiblesses sont plutôt le fait de l'une ou de l'autre famille d'acteurs. Du côté des communes, il a notamment été souligné que les prises de déci-

sions, en l'absence d'outils clairs et transparents, manquaient de flexibilité et souffraient d'une lenteur au niveau procédural, que certains élus et responsables communaux manquaient de qualification politique et juridique sur les rôles et attributions des collectivités territoriales et l'implication de la société civile (cas de l'élaboration des PCD), et que les mécanismes et dispositifs d'octroi de subventions aux associations n'étaient pas assez clairement définis.

S'agissant des associations, ont été pointés leurs faibles capacités et leur manque de qualification institutionnelle pour la construction d'un projet de partenariat de type stratégique, le manque de communication entre les associations, et l'insuffisante utilisation des approches innovantes – avec un impact négatif sur leur mise en réseau.

Tous les participants aux travaux en groupe ont affirmé de manière explicite ou implicite que le développement local participatif est une dynamique qui réclame la mise à contribution de tous les acteurs locaux. L'Etat a mis en place des mesures, lois et instruments qui constituent des opportunités pour développer des partenariats entre les différents acteurs (charte communale, circulaire de 1er ministre de 2003, nouvelle constitution, régionalisation avancée, etc.), mais leur mise en pratique demandera certainement plus de temps.

QUELS TYPES DE PARTENARIATS PROMOUVOIR ENTRE LES COLLECTIVITES LOCALES ET LES ASSOCIATIONS ?

Les partenariats proposés devraient :

- Respecter l'identité, la diversité, les spécificités et caractéristiques locales et les engagements de chaque partie.
- Placer l'être humain au centre de ses priorités.
- S'appuyer sur une démarche appropriée, une méthodologie formalisée et qui émane des acteurs eux-mêmes.
- Etre de type stratégique et occasionnel, en s'inscrivant dans la durée et la durabilité, et en prenant en compte les

apports des émigrés ressortissants des territoires concernés ainsi que les compétences locales.

- Mettre en place des mécanismes et outils pour respecter le principe de rendre des comptes.
- Permettre le renforcement des capacités des collectivités locales dans les domaines de planification et de communication.

LES DEFIS LIES AUX PERSPECTIVES DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET LES OUTILS POUR SON DEVELOPPEMENT

Les participants ont proposé des outils pour promouvoir le processus de démocratie participative :

- L'affirmation du principe d'indépendance des associations.
- Le respect mutuel de l'identité de chaque acteur.
- L'investissement dans les acquis sociaux et dans les nouvelles possibilités offertes par la nouvelle Constitution, la charte communale et la régionalisation avancée, pour promouvoir la démocratie participative.
- Le renforcement de la connaissance du concept de démocratie participative par les différents acteurs.
- L'encouragement de la participation citoyenne.
- L'élargissement des lieux de prise de décisions au niveau local.

- La création de moyens de communication et d'information de proximité.

- La valorisation de la culture locale et du savoir-faire pour bénéficier des expériences passées en matière de démocratie participative.
- Le soutien à la participation des femmes et à leur prise de responsabilités au sein des associations et des collectivités locales.
- L'institutionnalisation de la participation des ressortissants marocains à l'étranger et la valorisation de leurs apports.
- Le suivi des différents changements aux plans politique, institutionnel et juridique, et l'accompagnement des acteurs pour les rendre opérationnels.

Formation-action : cap sur la relation associations-collectivités

Une deuxième et ultime session de formation-action s'est déroulée dans les jours qui ont précédé la rencontre internationale, avec pour finalité de renforcer les capacités des associations ciblées durant le premier projet fédérateur, ainsi que celles des autres associations partenaires, sur la question du partenariat associations / collectivités locales. Elle poursuivait deux objectifs : d'une part sensibiliser les participantEs à la démarche partenariale avec les collectivités locales à travers ses enjeux locaux, son intérêt et ses potentialités pour leurs associations ; d'autre part expliciter les contours du PCD, instrument majeur de développement pour la commune, et ses opportunités et contraintes en termes de partenariat pour les associations. D'une durée de trois jours et demi, elle a réuni 22 personnes : vingt issues de chacune des associations partenaires et deux cadres représentant la commune de Tiznit.

QUELQUES RECOMMANDATIONS

Voici quelques recommandations issues des échanges.

Aspects institutionnels :

- Les collectivités locales sont appelées à se doter d'outils et mécanismes de bonne gouvernance pour l'octroi, le suivi et l'évaluation des subventions accordées aux associations.
- Renforcer la représentativité des femmes au sein des conseils communaux, et appuyer les dynamiques portées par des femmes au niveau local.
- Rendre opérationnels les commissions « parité et égalité des chances » au niveau communal et ouvrir un débat constructif sur le rôle des acteurs associatifs dans cette nouvelle dynamique.

Aspects juridiques :

- Revoir la Charte communale pour permettre une participation effective et citoyenne de toutes les dynamiques du territoire dans un esprit de solidarité et de démocratie participative.
- Mettre en place des outils et instruments juridiques pour permettre aux associations issues de l'émigration d'avoir une participation active dans le développement local.

Aspects ressources humaines et communication :

- Renforcer les capacités et compétences des associations pour adopter une planification stratégique et acquérir plus de reconnaissance et de crédibilité dans les zones d'intervention.
- Renforcer les capacités des collectivités locales, des associations et des acteurs locaux dans les domaines concernant le partenariat, la dimension genre, le rôle des émigrés dans le développement et la vie associative en général.

Aspects capitalisation et plaidoyer :

- Capitaliser et valoriser l'apport de la participation des ressortissants marocains du monde et leurs associations dans le développement local.
- Renforcer l'intégration des personnes en situation de handicap dans les projets de développement.

CE QUI RESSORT DE LA RENCONTRE

Le message fort à retenir à l'issue de cette rencontre est que le travail en partenariat n'est plus simplement un désir, c'est un choix stratégique pour toute politique de développement local durable. L'Etat reconnaît désormais le rôle des migrants dans le développement et a mis en place des mécanismes sur le plan politique (nouvelle Constitution) et institutionnel (charte communale) pour encourager le travail en partenariat, notamment entre les associations et les communes. Ce rapprochement n'est pas chose aisée. La rencontre de Tiznit est, en ce sens, une initiative encourageante, qui doit s'élargir aux autres acteurs et aux autres régions du Maroc.

L'un des principaux constats est que le partenariat associations / collectivités locales doit être amélioré à travers un investissement fort dans le renforcement des capacités des communes et des associations par des formations, mais aussi par la création d'espaces d'échanges, de concertation et de communication, et par une implication des populations sur la base des principes de la démocratie participative.

La mise en place de mécanismes et de lois garantissant une contribution des ressortissants marocains à l'étranger et de leurs structures associatives dans le développement local, est une demande exprimée par les participants. Leurs contributions durant la rencontre ont démontré leur potentiel humain, qualifié et engagé, qui ne peut qu'être bénéfique au Maroc et à sa population. Enfin, l'une des recommandations ayant fait l'unanimité parmi les participants concerne la valorisation des rôles des femmes et des jeunes dans le processus de développement, et l'importance de leur faciliter l'accès aux postes de décision, notamment dans les conseils communaux et les bureaux des associations.

La confiance entre les collectivités locales et les associations d'une part, et entre les communes et les citoyens d'autre part, constitue la pierre angulaire pour la construction d'un partenariat durable et équitable plaçant l'être humain en son centre.

Assemblée générale 2012 : le réseau en mouvement

Ces deux dernières années, avec la réalisation d'un projet novateur et le lancement de la dynamique des jeunes d'IDD (JadIDD), ont été fécondes pour IDD. Elles marquent un tournant pour le réseau, porteur de nouveaux enjeux, questionnements, réflexions. L'Assemblée générale s'en est emparée.

L'Assemblée générale des 3 et 4 mars derniers a été riche en débats sur la situation interne du réseau, son organisation, ses dynamiques et perspectives. En voici un aperçu.

Autour du rapport d'activités

Une majorité des associations a évoqué le problème des ressources humaines, en termes tant de mobilisation de bénévoles que de difficulté à pérenniser les postes salariés. Les associations du Nord décrochent de plus en plus, et il est nécessaire de les accompagner. Il a été évoqué l'importance de mener une grande campagne avec des collectifs nationaux sur le tissu associatif qui est en grande difficulté. Côté marocain, la rencontre d'Agadir en janvier 2011 a montré l'importante progression au niveau des capacités et du réseautage des associations marocaines.



Autour du rapport moral

Plusieurs points ont été abordés, parmi lesquels la démission de deux membres du bureau et la communication entre le bureau et le CA, le fonctionnement associatif, la transparence, le partenariat Sud / Sud /

Nord, la création d'une grande ONG internationale sur la thématique Migrations et développement...

Sur l'accompagnement des associations en France, il a été souligné le manque de ressources humaines au niveau d'IDD pour le faire correctement, et la nécessité de répondre à leurs besoins (par des formations...) car elles se sentent délaissées. Autre point : IDD, un réseau issu de l'immigration marocaine, est-ce toujours le cas ? Oui, à l'origine, a-t-il été répondu. Mais cela ne signifie pas qu'il s'agit uniquement d'une histoire maroco-marocaine, mais davantage de valeurs comme le développement solidaire et la démocratie.

Il a aussi été rappelé que nous parlons de sujets qui nécessitent une grande connaissance dans de nombreux domaines. Les enjeux pour lesquels nous nous battons dépassent certaines associations. Mais pour que les gens prennent leur destin en main, il faut qu'ils soient conscients de ce qui se passe. IDD joue ce rôle.

Autour des finances

Pourquoi les fonds propres baissent-ils ? D'où vient le déficit ? Plusieurs raisons : ressources humaines, déplacements, hébergements et restauration lors des rencontres. Les subventions de fonctionnement ne sont plus à la hauteur des ambitions du réseau.

A propos du coût de la coordination, il a été rappelé que c'est un besoin essentiel dans l'association. Il ne faut pas casser la dynamique engagée, mais trouver de nouveaux financements.

Une motion décisive

L'AG a validé une motion importante pour l'intégration de JadIDD dans les instances d'IDD.

(...) IDD a mis l'accent sur la nécessité de donner une plus grande part à sa jeunesse comme axe stratégique de son développement. (...)

La nécessité s'impose aujourd'hui d'aller de l'avant et de concrétiser cette démarche. L'une des étapes de ce processus passe par l'officialisation de la représentation de JadIDD dans les instances décisionnaires d'IDD. Les points d'actions sont les suivants :

- La sensibilisation à la solidarité internationale
- Les rencontres interculturelles
- La formation
- La réflexion sur le lien avec le pays d'origine
- L'organisation de débats de rencontres, ou de séminaires sur les enjeux de la jeunesse
- L'appropriation des thématiques et des enjeux de la jeunesse sous un angle nouveau
- L'affirmation de la vision politique des jeunes à travers ses valeurs et le plaidoyer qui en découle sur la nécessité de considérer la jeunesse sous un angle valorisant et en partenaire responsable
- Le dialogue entre la jeunesse et les institutions
- Une politique de communication active à travers toutes les nouvelles technologies
- Le renforcement de la structuration de la dynamique JadIDD pour augmenter ses capacités d'actions et soutenir les initiatives des jeunes issus du réseau. (...)

2011, année charnière...

Extraits du Rapport moral 2011 voté à l'AG

Donner du sens

S'il y a des mots qui nécessitent plus d'effort d'explicitation, ce sont ceux de « solidarité » et « démocratie ». Pour nous, l'approche la plus novatrice est celle de la lutte contre les injustices et le combat collectif pour l'égalité des droits.

Pour nous, il s'agit bel et bien de gouvernance démocratique, d'appropriation par les populations de leur destin et surtout, elle signifie le contraire de l'asservissement et du paternalisme. La combinaison croissante entre migration et développement élargit de plus en plus les espaces de mise en commun de projets utiles, de dialogue entre les collectivités et les populations et d'échange des savoir-faire et des expériences.

Clarification des enjeux

Le Monde, aujourd'hui, est confronté à la crise économique, la crise climatique et énergétique, la crise du capitalisme, la crise alimentaire. Au cœur de toutes ces crises, l'immigration se trouve accentuée et, en même temps, sert de défouloir et reste le bouc émissaire à sacrifier sur l'autel des estrades politiques. Par contre, dans le nouveau schéma qui se dessine dans les politiques internationales, l'immigration est appelée à jouer un rôle de premier plan dans le développement local. Ainsi, nous devons être attentifs à toute instrumentalisation dans des programmes et appels d'offre qui ne prennent pas en compte les différentes dimensions du développement solidaire et qui luttent de façon inconditionnelle contre les inégalités et les causes en résultant.

La cohérence des interventions

L'impact de nos interventions doit être régulièrement évalué afin d'être sûrs de ne pas « s'éparpiller ».

Une relecture historique de nos interventions montre bien quelques incohérences. Le souci d'améliorer le fonctionnement interne du réseau est permanent. La franchise, la sincérité et la loyauté nous ont toujours guidés dans nos relations internes. Ainsi, nous avons enregistré des avancées significatives sur le cahier de procédure, la représentation d'IDD (au moins deux membres à chaque rencontre), une équipe salariale plus apaisée.

De plus en plus, nous nous distinguons comme réseau qui s'engage dans l'indignation, donnant ainsi du sens à « l'action » et un contenu politique au « projet ». Ainsi, nous partageons avec nos membres d'autres choses que la mise en place de projets communs.

Une nouvelle stratégie

Notre nouvelle stratégie a visé à clarifier ce que nous sommes, à hauteur de nos objectifs. Nous sommes un réseau d'associations issues de l'immigration marocaine, engagées dans le développement solidaire des populations villageoises en faisant de la question éducative et de la démocratie participative l'axe principal de son action.

Notre fonctionnement, au Maroc, commence à montrer ses limites. La mise en place d'une structure technique, liée de façon claire à IDD France, paraît de plus en plus inévitable.

Quelques questions à...

**Mohammed El Hadi (FAF-MF)
et Karima Bouassi (JadIDD)**

Est-ce votre première AG d'IDD ?

M.E. : J'ai participé à toutes les AG depuis la création d'IDD.

K.B. : Non, la deuxième.

Qu'en attendiez-vous ?

M.E. : IDD est en bonne voie il faut continuer à se développer au Nord comme au Sud malgré les difficultés financières que connaissent la plupart des associations.

K.B. : J'attendais un bilan de l'année et connaître les perspectives pour l'année à venir (calendrier). Ayant gardé un excellent souvenir en mars 2011, je m'attendais à échanger à nouveau en retrouvant ceux de l'année passée, revivre cette relation de partages, faire connaissance avec de nouvelles personnes notamment leurs expériences dans la vie associative et au sein d'IDD.

Qu'avez-vous apprécié ?

M.E. : Le climat et l'ambiance de l'AG, notamment la dynamique des jeunes de JadIDD.

K.B. : Le matin nous avons eu une AG JadIDD, j'ai beaucoup apprécié le partage avec les jadiddiens : ludique, constructif dans notre réflexion, où chacun a su trouver sa place (avis que j'ai entendu aussi dire par les nouveaux). La motion jadiIDD maintenant validée, la présence de la jeunesse aura une place plus importante par rapport à l'an dernier. C'est très positif. Point qui m'a déçue : la journée de samedi a été chargée, nous n'avons pas eu beaucoup de pause.

Qu'en reprenez-vous et, selon vous, quelles perspectives cela ouvre-t-il selon vous pour IDD ?

K.B. : J'en retiens une amitié solidaire, une famille qui grandit. Pour les perspectives : une année moins chargée que la précédente en termes de déplacement ; d'autres réflexions à venir et des actions à mettre en place ; La reconnaissance d'un réseau qui fonctionne et qui se développe ici et là-bas.

L'AG et les perspectives vus par Hubert de Beaumont, membre du bureau

« Deux choses m'ont frappé. Tout d'abord, le fait que les associations membres d'IDD attendent beaucoup du réseau. La confiance existe, mais elles ont des besoins pas forcément bien exprimés. On doit essayer de les deviner, et voir comment y répondre. L'attente est là. La deuxième chose, c'est la dynamique de JadIDD, qui donne un nouveau souffle. Elle représente tout un pan de la diaspora marocaine de deuxième génération, qui veut s'investir dans les problèmes de développement et de démocratie. Il y a beaucoup de choses à ce niveau-là et c'est très intéressant. Ces prochaines années, JadIDD va jouer un rôle important au sein d'IDD. »

Education et ruralité ne peuvent être remises en cause. Il est temps de les rendre plus visibles et de mieux argumenter leur pertinence.

JadIDD est au centre de la nouvelle donne stratégique d'IDD. Les connexions avec le PCM3, les réseaux de jeunes ici et là-bas sont autant d'atouts pour l'émergence d'une jeunesse solidaire, citoyenne, indignée et engagée au Nord comme au Sud.

La présence dans les collectifs et les forums sociaux reste une ligne directrice à renforcer afin d'apporter notre contribution au combat altermondialiste.

Nous avons toujours pensé qu'il manque au paysage une grande ONG issue de l'immigration. Cherchons à construire une telle structure avec d'autres qui partagent les mêmes valeurs que nous.

Le financement des projets et du fonctionnement

Nous enregistrons des déficits conséquents sur deux années de suite. Ceci prouve que nous avons du mal à obtenir les moyens à hauteur de nos ambitions.

Sans perdre notre âme, ni « la vendre au diable », nous devons re-débattre entre nous des sources de financement du réseau. Notre indépendance tient à la diversification de nos financeurs.

Ainsi, nous devons désormais nous doter d'une équipe salariale chargée de la gestion courante et du fonctionnement global du réseau et d'une équipe salariale opérationnelle liée aux projets.

Les perspectives

- Doter IDD d'une équipe salariale fonctionnelle : coordination, secrétariat/gestion
- Doter IDD de moyens financiers pour son fonctionnement
- Porter deux grands projets : 30 villages, 30 bibliothèques / Projet fédérateur 2
- Chercher à élargir le réseau France
- Renforcer le noyau dur d'IDD

Nous continuerons notre engagement dans l'indignation et la mise en œuvre d'alternatives de développement solidaire et démocratique !

Les activités phares d'IDD en 2011

Renforcement des espaces culturels

Dans le cadre du soutien aux espaces culturels et aux bibliothèques rurales, IDD a poursuivi son engagement sur le financement de volets permettant d'appuyer le fonctionnement des associations au Maroc. Deux nouvelles sont à noter pour 2011 : IDD encourage la reconnaissance du statut des animateurs, notamment en déclarant ces derniers, ainsi que l'augmentation de leur salaire. Deux associations (Oued Mait et le Réseau des jeunes de Figuig) ont, dès 2011, déclaré leur animateur à la CNSS. Il s'agit pour 2012 de généraliser cette avancée qualitative à l'ensemble des associations du réseau.

Projet « Associations migrantes, associations villageoises : une mise en réseau pour un développement local et solidaire »

En 2011, les activités du projet ont été les suivantes :

La formation-action : deux sessions ont été programmées dans la phase de prolongement de six mois. 20 acteurs associatifs, dont 11 femmes et 9 hommes, représentant chacun une association partenaire d'IDD, ont participé à une session à Ouarzazate du mercredi 16 au dimanche 20 novembre 2011, puis à Tiznit en janvier 2012. Durant ces deux sessions, les participants ont travaillé sur la mission de l'association et les outils de gestion administrative et financière, puis sur le partenariat associations / collectivités locales.

Les projets sur le terrain : dans le cadre du soutien aux initiatives et au montage de projets des associations partenaires, les équipes d'IDD de France et du Maroc ont pu suivre et soutenir plusieurs d'entre elles.

La mise en réseau Sud / Sud / Nord : ce volet d'activité s'est concrétisé dans deux rencontres. La première, du 13 au 16 janvier, a réuni acteurs associatifs de France, du Maroc, du Sénégal, du Mali et de Mauritanie, habitants des villages, élus locaux et universitaires, pour une visite de terrain de deux jours qui a permis aux associations du Sud comme du Nord de rencontrer des associations villageoises, puis pour un séminaire qui a rassemblé 180 personnes pour une réflexion sur la dynamique Sud / Sud / Nord et l'apport des migrants au développement solidaire. La seconde rencontre s'est déroulée à Mehdiya du 23 au 25 septembre, en présence de 74 participants de France et du Maroc. Elle a permis de faire le bilan du projet fédérateur, d'informer sur les activités des 6 mois de prolongation, de définir collectivement les grandes lignes du futur projet.

La capitalisation : ont notamment été réalisés un film-documentaire, *Passeurs d'espoirs*, qui retrace l'ensemble du projet fédérateur ; une publication de 56 pages sur la rencontre d'Agadir ; un Guide des bonnes pratiques portant un regard extérieur sur le projet ; un numéro spécial d'IDD *Infos* consacré au projet est paru en avril.

Toujours en partenariat avec l'IEAD et l'ensemble des associations partenaires au Maroc, IDD travaille actuellement sur la construction d'un projet fédérateur d'une durée de trois ans, qui permettrait de renforcer les acquis de ce projet et d'en élargir la dynamique.

Un Forum social Migrants sur la liberté de circulation et d'installation au Maghreb

Les 6 et 7 octobre prochains se tiendra à Oujda le Forum social Migrants, dédié aux migrations dans l'espace maghrébin.

L'espace du Forum social maghrébin a toujours apporté une grande attention aux questions migratoires. Le Maghreb, initialement terre d'émigration, est devenu au fil des années une région de transit et d'immigration. La question migratoire n'est plus unidimensionnelle mais tridimensionnelle. Le 1er Forum social maghrébin a consacré une place toute particulière à la condition dramatique des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile au Maghreb et en Europe. L'espace migration a été l'occasion de réitérer le soutien par les associations et les militant(e)s participant(e)s aux droits fondamentaux des migrants de par le monde.

Que ce soit lors de la tenue du premier forum social maghrébin à Al Jadida en juillet 2008 ou lors des journées préparatoires et d'action du FSMagh, les questions liées aux migrants, et particulièrement à la situation des migrants subsahariens vivant au Maghreb, ont été au centre de toutes nos activités.

Etant donné les spécificités de la question, le comité de suivi de Forum social maghrébin a décidé d'organiser régulièrement un forum thématique sous le thème « Un autre Maghreb et une autre politique migratoire sont possibles ». La première rencontre s'est tenue à Bruxelles le 18 décembre 2010, journée de commémoration du vingtième anniversaire de la Convention des Nations unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille. Ce forum avait comme objet « les migrants et leur droits », thème qui a été développé selon les trois axes suivants :

- Les migrants et les demandeurs d'asile dans l'espace maghrébin. Nous nous sommes intéressés particulièrement à la situation des migrants qui s'y sont installés ou qui transitent, aux législations en

vue et aux pratiques des autorités des pays du Maghreb.

- L'externalisation des frontières de l'Union européenne et ses conséquences sur les droits des migrants.

- L'impact du travail associatif dans le soutien et l'accompagnement des migrants des deux côtés de la Méditerranée. Comment établir et renforcer les ponts et les partenariats pour renforcer l'action associative citoyenne et faire converger les efforts et les luttes des mouvements sociaux.

Le forum s'est clôturé par un appel à l'UE et au parlement européen pour la ratification de la Convention internationale relative aux droits des migrants, et par un appel aux Etats maghrébins qui ont ratifié la convention à la respecter et la mettre en œuvre.

Le second forum thématique est prévu pour les 6 et 7 octobre 2012, il se tiendra symboliquement à Oujda au Maroc. Ce second forum se focalisera particulièrement sur les actions à mener au niveau maghrébin pour le respect et la dignité de l'ensemble des migrants qui se retrouvent sur le sol maghrébin.

En effet, les associations et les organisations de la société civile maghrébine qui se retrouvent au sein du FSMagh reprennent à leur compte et au niveau maghrébin la revendication des Communautés subsahariennes au Maroc (CCSM) ou en Tunisie, en Algérie et en Lybie, qui demandent que soient octroyés aux migrants subsahariens dans ces pays les mêmes droits qu'aux migrants dans les pays d'accueil du Nord de la Méditerranée.

Le thème du Forum sera « Liberté de circulation et d'installation : un autre Maghreb est possible ». Nous reviendrons sur cet événement important dans un prochain numéro du bulletin.

Abdallah Zniber

LÉNA AU MAROC

Léna Rouillé, jeune volontaire, a passé un an et demi au côté de l'IFAD et IDD, au service du projet fédérateur notamment. Elle dresse ici un tableau de cette expérience...

Je suis arrivée la première fois dans cette gare de Rabat ville, encore en construction. Je suis repartie deux ans après, elle était toute rénovée.

Je suis arrivée sans la connaissance du tissu associatif local. Je repars en ayant intégré ces structures, en connaissant les militants de Rabat, d'Ait Herbil ou de Figuig, en ayant découvert les démarches de beaucoup d'acteurs de développement local, leurs luttes et idées. Les mouvements ne sont pas que centraux et centralisés, j'ai pu le voir. De Tata à Taza, de Figuig à Al Hoceïma, les habitants, les militants marocains et marocaines, les élus locaux, sont en marche pour faire que les discours correspondent aux réalités concrètes du terrain.

Je ne connaissais pas la culture marocaine, la religion musulmane, les langues du pays. Je repars étonnée, surprise par ces personnes, accueillantes et chaleureuses, de cette diversité culturelle et linguistique. J'ai pu acquérir une vision des enjeux politiques au Maroc, des pressions politiques européennes qui y pèsent comme partout, un Maroc tiraillé entre le changement, les luttes politiques, et les tours de passe-passe du régime, les annonces formelles et les décrets d'application qui peinent à suivre.

J'ai vu des projets novateurs portés par des individus politisés, des élus locaux s'investissant pour une démarche de participation des habitants, et des femmes, des jeunes qui se coordonnent et alimentent un débat local sur des enjeux cruciaux. Autant de projets qui au niveau local marchent et font bouger les choses.

C'est une chance d'avoir pu être au côté de ces associations locales, de ces bénévoles, d'IDD et ses militants, de travailler auprès de ses partenaires, de découvrir un institut de formation engagé et clairement impli d'éthique.

J'ai découvert avant toute chose, un réseau, une éthique, une vision militante et un horizon culturel et politique que je ne connaissais pas. Les choses avancent, mais les défis restent énormes, tant au Maroc qu'en France actuellement. L'essentiel est de pouvoir participer et mettre, chacun à son niveau, au cœur de son engagement, des principes et valeurs, de droits, d'accès aux droits, de respect, d'égalité, de lutte contre la centralisation des richesses et des pouvoirs.

L'aperçu d'un an et demi fut riche en échanges formels et informels, d'apprentissage et de découvertes d'un pays et de gens qui pour moi, constituent et continuera de constituer, une partie de ma vie personnelle, de militante, et professionnelle débutante.

Un grand Choukrane à tous ceux qui ont permis que je puisse vivre cette expérience. Plein d'espoir et de rêves, ça continue, et j'en serai !

Léna Rouillé